

PAUVRETE ET COOPERATION

Prof. Patrick RIBAU

SEDET / GREMAMO UNIVERSITE DE PARIS VII

DENIS DIDEROT

Résumé :

Crises économiques, catastrophes naturelles, tempêtes politiques, guerres inter-étatiques, guerres civiles... des millions de personnes ont été précipitées dans la pauvreté au cours des années 1990. Parallèlement, dans de nombreux pays, une partie importante de la population a continué de vivre dans la misère, sans entrevoir la moindre solution. Sur cette toile de fond, un tournant s'est produit : la lutte contre la pauvreté n'est plus appréhendée de la même manière. Pour l'éliminer, il ne suffit plus de s'en remettre uniquement à la loi du marché, ni à l'Etat, ni à l'action des pauvres eux-mêmes, comme on le pensait autrefois. Il faut par contre réunir ces trois forces et livrer un assaut concerté.

La récente crise financière a déprimé l'économie du jour au lendemain et fait basculer dans la pauvreté des pans entiers de la société. Dans de nombreux pays, les enfants fouillent les ordures pour récupérer des bouteilles usagées, de vieux journaux... Le travail des enfants de 5 à 14 ans touche 250 millions d'entre eux. De nombreux enfants et adultes sont également tentés par le vol, la prostitution, les trafics en tout genre afin de subvenir à leurs besoins élémentaires. Des millions d'autres personnes sont enfermées dans le cercle vicieux d'une pauvreté qui se perpétue sans fin, de génération en génération.

Très souvent l'Etat ne fournit aucune aide aux personnes âgées et aux personnes malades et les familles ne peuvent pas s'offrir le luxe de les emmener à l'hôpital quand celui-ci existe, et celles-ci sont réduites à vivre de la charité des villageois.

Les inégalités devant la vie et la mort sont considérables. Dans les pays en voie de développement (PED), 17 millions de personnes meurent chaque année de maladies infectieuses ou parasitaires comme la diarrhée le paludisme ou la tuberculose, et 94% des séropositifs dans le monde sont issus des mêmes PED.

Les inégalités d'encadrement médical et de dépenses de santé sont criantes : un médecin pour 19000 personnes dans les PMA contre un pour 350 dans les pays développés. Alors que les pays riches « souffrent » de surconsommation médicamenteuse et médicale, les pays pauvres manquent de médicaments, dépendent des firmes pharmaceutiques multinationales et n'ont ni les dispensaires et les agents de santé nécessaires. Près de 800 millions de personnes n'ont jamais accès aux soins les plus élémentaires.

La pauvreté est comme une maladie entrée en rémission pour mieux reprendre ses assauts. Au cours des dernières années, elle a ressurgi là où on la croyait vaincue.

Les causes profondes du phénomène sont multiples. Elles vont du vide politique qui suit la chute d'un régime autoritaire, aux guerres inter-étatiques et civiles, à l'effondrement des marchés financiers tenus hier encore comme le plus sûr remède contre la pauvreté, en passant

par les catastrophes naturelles et la mauvaise gestion de l'environnement. Ces facteurs ont un impact inouï, des dizaines de millions de personnes ont rejoint les rangs des pauvres de la planète en l'espace d'à peine quatre ans, et pour une grande partie de l'humanité, la pauvreté se perpétue depuis des lustres sans aucune lueur d'espoir.

Les nouveaux pauvres, sont ceux qui ont perdu leur emploi et ceux qui n'en ont jamais eu; les « compressés » d'une fonction publique en cure d'amaigrissement et les jeunes chômeurs, diplômés ou pas. Ainsi, l'économie populaire, qui échappe au fisc et aux statistiques, fait vivre la majorité de ces exclus. Sans ce secteur la situation serait explosive.

Aujourd'hui, un nombre croissant de gens vivent en dessous du seuil de pauvreté, avec moins d'un demi-dollar par jour. Dans un nombre important de pays, tous les indicateurs sont au rouge. De nombreux habitants risquent de décéder avant 40 ans; plus de 50% sont analphabètes; 850 millions d'adultes dont 570 millions de femmes. La scolarisation actuelle laisse dans les PED plus de 110 millions d'enfants sur la touche dans l'enseignement primaire.

Soulignons ici l'infériorité persistante de la condition féminine et d'une manière générale quand la qualité de la vie baisse, ce sont les femmes qui pâtissent le plus.

Le manque d'éducation favorise le non respect des droits de l'Homme, le règne de l'arbitraire, les violences, l'insécurité. La moitié sont privés d'eau potable, les deux tiers n'ont pas accès aux services de santé, un homme sur sept souffre encore de sous nutrition (800 millions de personnes). A l'insuffisance calorique s'ajoute pour 160 millions d'enfants de moins de cinq ans, la malnutrition, qui entraîne rachitisme, débilité, cécité... La famine existe encore dans les pays touchés par des guerres civiles ou extérieures.

Ajoutons à cela que les mesures imposées aux pays surendettés pénalisent surtout les couches sociales démunies. Elles discréditent également l'Etat, qui est invité à se désengager de secteurs aussi vitaux que l'éducation, la santé, l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement... En somme, le social devrait être privatisé pour que l'Etat s'acquitte de ses engagements envers ses créanciers.

L'Etat sous ajustement a très peu de marge de manœuvre. Chaque dossier - l'emploi, les jeunes, les femmes, la santé, l'école, l'environnement - exige des fonds qui ne sont pas disponibles localement. Leur obtention auprès des organismes de financement, FMI, Banque Mondiale, etc..., est assujettie à des conditions censées améliorer la gestion de la productivité. En réalité, elles sont contre-productives: les bas salaires démotivent les travailleurs, perpétuent la mauvaise gestion et entretiennent la grogne et l'instabilité politique.

Certes, on ne peut pas nier la responsabilité de certains Etats dans la faillite de leurs économies, où a été institutionnalisé la corruption... Mais je plaide pour la coresponsabilité. Ces Etats ont été conseillés, guidés, parfois contraints, dans la plupart des décisions qui ont été prises. Il faut donc que les peuples soient lucides, rigoureux, exigeants, autant avec eux-mêmes qu'avec ceux qui prétendent les aider.

Il y a aussi un point qui est trop souvent occulté et sur lequel je voudrai insister. Tout homme, et, surtout le plus misérable, a besoin de culture autant que de pain. Pas avant le pain, ni après, mais en même temps.

La culture est un droit fondamental (...) mais la honte subie par les plus pauvres les met trop souvent en marge de ce droit. Les notions de culture et de pauvreté ne sont pas aussi

antinomiques qu'on pourrait le croire : le monde de la pauvreté n'est pas uniquement constitué de personnes dont la survie est l'unique préoccupation et la culture n'est pas exclusivement l'apanage des élites intellectuelles. Définie au sens large comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs d'une société, la culture joue un rôle important dans la lutte contre la pauvreté.

Comment faire reculer la pauvreté ?

Pendant les années 80, on a cru que le marché jouerait un rôle bienfaiteur pour les pauvres. Baptisée « consensus de Washington », la théorie chère aux institutions multilatérales de prêt basées dans la capitale américaine entrevoyait ainsi les « retombées » de la croissance économique. Si l'on veillait à ce que les marchés fonctionnent bien, les économies prospéreraient et la richesse finirait par « retomber » sur les plus pauvres. Telle était la théorie. Dans la pratique, le marché n'a pas tenu ses promesses.

En 1999, Rubens Recupero, secrétaire général de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement), évoquait l'émergence d'un nouveau consensus en matière de lutte contre la pauvreté, certes plus personne ne prétend aujourd'hui détenir de remède – miracle mais tout le monde admet, semble-t-il, qu'il est vital d'agir simultanément à plusieurs niveaux : le marché, l'Etat et les pauvres eux-mêmes doivent travailler de concert pour échafauder des solutions.

Si pour nombre d'économistes les flux commerciaux et financiers sont toujours considérés comme des éléments essentiels dans le combat contre la pauvreté, force est de constater qu'ils ne sont pas la panacée. La crise financière en Asie du Sud - Est a prouvé que le fait de considérer la croissance comme seule voie royale pour sortir de la pauvreté peut avoir des effets pervers parce qu'on a négligé de mettre en place un système de protection sociale capable d'aider les pauvres en cas de récession.

Une question se pose alors : comment l'Etat peut-il contribuer efficacement à la lutte contre la pauvreté et pourquoi se révèle-t-il parfois incapable d'avancer des solutions ? Il en ressort que l'Etat a un rôle vital à jouer mais qu'il doit savoir quand intervenir et à quel moment se désengager.

Enfin, ces dernières années, experts, hommes politiques et ONG ont mieux compris que les pauvres avaient leurs propres analyses et leurs propres compétences pour sortir de la pauvreté. S'appuyer sur leurs aptitudes et leurs atouts culturels s'est avéré bien plus important qu'on ne l'imaginait. Mais les particularités culturelles locales peuvent aussi constituer des entraves à l'amélioration du sort des pauvres.

On constate, une fois de plus que l'impulsion fondamentale du changement vient moins d'un débat théorique que de la réalité, celle de l'énorme fossé séparant riches et pauvres. Pour l'illustrer, il suffit de rapprocher deux chiffres à titre d'exemple : assurer l'accès à l'enseignement primaire à tous les enfants du monde coûterait 6 milliards de dollars par an ; les Américains dépensent chaque année 8 milliards de dollars en produits cosmétiques.

- La fortune des trois personnes les plus riches du monde est supérieure à la somme des produits intérieurs bruts des 48 pays en développement les plus pauvres.
- Satisfaire les besoins essentiels des populations des pays en développement (nourriture, eau potable, infrastructures sanitaires, santé et éducation), coûterait environ 40 milliards de dollars par an, soit 4% de la richesse cumulée des 225 plus grosses fortunes mondiales.
- La consommation mondiale de biens et de services a atteint 24 000 milliards de dollars en 1998 mais 20% de la population mondiale en consomment 86% et dans 70 pays où vivent

près d'un milliard d'hommes, le niveau de consommation est aujourd'hui inférieur à ce qu'il était il y a 20 ans.

- En 1960, les 20% de la population vivant dans les pays les plus riches avaient un revenu 30 fois supérieur à celui des 20% des plus pauvres, en 1995 leur revenu était 82 fois supérieur.
- Sur les 4,4 milliards d'habitants que comptent les pays en développement, près des trois cinquièmes sont privés d'infrastructures sanitaires de base. Près d'un tiers n'ont pas accès à l'eau potable et un quart n'ont pas de logement décent.
- Quelques 1,3 milliard de personnes vivent avec moins de un dollar par jour et près de 3 milliards avec moins de 2 dollars.

Ces contrastes grotesques, voire odieux, montre clairement combien les problèmes du développement et de la pauvreté restent d'actualité, dix ans après le « consensus de Washington » qui avait proclamé une « *convergence universelle* » autour d'un « *noyau commun de principes admis par tous les économistes sérieux* ». En vertu de ce consensus, les Etats étaient invités à rechercher la stabilité économique, c'est-à-dire équilibrer leur budget et éliminer le déficit de leur balance de paiements ; ouvrir leur économie au reste du monde en libéralisant la circulation des marchandises et des capitaux ; promouvoir enfin le marché capitaliste par la privatisation, la déréglementation et autres mesures de libéralisation.

Le consensus de Washington, relayé par le FMI et la Banque Mondiale, a ainsi constitué le paradigme du développement depuis le début des années 80, date à laquelle il avait marqué un tournant : le « dirigisme » d'Etat était abandonné en faveur de politiques orientées vers le marché.

Ces dernières années, le consensus de Washington a été remis en question par le concept de développement humain durable préconisé par le PNUD d'une part, et par le « consensus du Sud » en cours d'élaboration entre les Etats industrialisés récemment, qui cherchent à rattraper les pays riches. Ce consensus du Sud n'est pas encore suffisamment affiné pour intégrer les économies d'Afrique, majoritairement agricoles, et les pays les moins développés. Il émerge cependant de la convergence croissante entre l'expérience latino-américaine et les modèles asiatiques de développement.

L'approche du développement durable épouse un système de valeurs différentes de celles du consensus de Washington. Ce dernier est centré sur la croissance du PIB ; il est imposé d'en haut par des experts étrangers, à travers les conditions fixées par les organismes internationaux pour accorder leur aide. En revanche, selon le concept du PNUD, le développement doit viser l'amélioration de la qualité de vie des individus, s'appuyer sur la participation des intéressés et reposer sur un partenariat plus égalitaire entre pays en développement et pourvoyeurs d'aide.

Il est peut-être encore trop tôt pour dresser l'acte de décès du consensus de Washington en dépit des critiques de Joseph Stiglitz du travail de la CNUCED en faveur d'une « perspective du Sud » ou du regain d'intérêt pour l'éradication de la pauvreté depuis le sommet de Copenhague sur le développement social de 1995. De nombreux obstacles entravent encore l'élaboration d'un consensus général qui serait enfin capable de dépasser, en conciliant leurs termes, les vieilles antinomies idéologiques : marché contre Etat, stabilité des prix contre croissance économique, accumulation du capital contre redistribution des revenus, concurrence et intégration totale à l'économie mondiale contre industrialisation nationale et consolidation d'une base productive locale forte.

Il est aussi particulièrement difficile de concevoir des stratégies de développement à long terme dans un monde où les flux financiers sont mondialisés, où des attaques spéculatives et la volatilité des marchés peuvent anéantir en quelques semaines 30 ans de croissance

économique et de réduction de la misère. C'est là que les problèmes du développement et de la pauvreté se heurtent au défi de la mondialisation. Celle-ci a été vantée, après la chute du Mur de Berlin en 1989, comme un moyen sûr d'accélérer la croissance et d'assurer la prospérité à tous. Force est de reconnaître qu'elle n'a pas tenu ses promesses en dix ans. La croissance économiques des années 1990 a non seulement été très inférieure aux taux exceptionnels des Trente Glorieuses de l'après-guerre mais elle a aussi été décevante en regard des difficiles années 70. Pis, nous arrivons à l'an 2002 sans aucune solution face à l'aggravation des deux plus lourds échecs du XX^e siècle : un chômage massif et une montée des inégalités au sein des nations ou entre elles.

Le concept de mondialisation pèche par son étroitesse. Il appauvrit un phénomène complexe en le réduisant à une seule de ses composantes : l'unification économique des marchés des biens, des services et des capitaux à l'échelle de la planète. On occulte ainsi la diversité et la richesse d'un processus historique à très forte dimension culturelle.

La situation actuelle est certainement plus cruciale, tant par ses promesses que par ses menaces. Jamais jusqu'ici le savoir n'a été la condition même du développement. Nous quittons un système économique où le succès reposait sur le capital, la main-d'œuvre bon marché ou l'abondance des ressources pour aller vers une économie du savoir. Le monopole de l'information ou de la technologie peut aisément devenir une arme terrifiante pour la domination et l'oppression, qui sont aux sources des inégalités.

L'économie n'est pas une sorte de système solaire dont nous ne pourrions changer les lois, elle est le résultat de choix de société fondés sur des valeurs partagées. La première de ces valeurs est que l'économie a été créée pour l'homme et non l'homme pour l'économie. C'est la seule façon de promouvoir vraiment l'espoir et la foi en un avenir meilleur.

Le rapport intitulé « Vaincre la pauvreté humaine » du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) souligne que la seule véritable solution réside dans une meilleure organisation, une participation accrue de tous à la prise de décision et au développement des capacités, dans le cadre d'une mobilisation de la dynamique sociale, ceci afin d'éviter l'échec de trop nombreux projets de développement conçus par des agents externes avec des programmes standards non adaptés aux contextes locaux. Les exemples abondent de programmes mis en œuvre aux mauvais endroits, là où ils ne s'avèrent pas nécessaires, on de projets ne répondant pas aux besoins locaux.

On remarque également que les aides publiques aux pays les plus pauvres mises en place après la deuxième guerre mondiale restent en deçà des objectifs de l'ONU (1% ramené à 0,7% du PNB) et ont atteint, leur niveau le plus bas depuis 35 ans avec seulement 0,25% du PNB. Ces aides sont d'autre part critiquables. Dans les 3/4 des cas, elles sont bilatérales, et donc, source de pression économique ou stratégique sur le pays receveur. Ces aides visent d'autre part trop rarement l'investissement productif ; elles maintiennent en fonctionnement des Etats en servant à leurs dépenses courantes, voire à leurs dépenses d'armement et de prestige.

Peu employées à la lutte contre la pauvreté, elles ne peuvent enclencher le développement. L'aide alimentaire (céréales...) concurrence parfois même les agriculteurs et les ruine.

Les aides sont néanmoins indispensables pour les plus pauvres, aide technique, soutien à la scolarisation, soutien aux programmes de santé etc... afin de faciliter leur insertion en leur permettant de produire plus, et mieux, dans le cadre d'une dignité humaine enfin trouvée.